

JOHN PORTER,
Université Carleton,
Auteur de The Vertical Mosaic,
Traduit par Léo Lecavalier.

INEGALITES EN EDUCATION

Voici une conférence prononcée le 1er mars 1968 à l'université de la Colombie-Britannique. Le sujet: *Les structures des classes sociales et leurs implications en éducation.*

Ce n'est pas sans une certaine hésitation qu'un résidant de l'est du Canada vient parler de démocratisation de l'enseignement à Vancouver. En effet, si on s'en tient à un jugement quantitatif, la Colombie-Britannique et Vancouver tout particulièrement semblent posséder des systèmes supérieurs à ceux des neuf autres provinces. Si l'on considère le nombre de jeunes d'âge scolaire qui fréquentent les écoles et l'éducation donnée au niveau des travailleurs, il n'y a aucun doute que la Colombie-Britannique l'emporte sur le reste du pays.

La dernière enquête organisée par le Ministère fédéral de la Main-d'oeuvre *Projets d'avenir des étudiants* souligne fortement ce fait.

Ainsi en réponse à cette question posée aux étudiants des dix provinces, "Quitterez-vous l'école bientôt, ou terminerez-vous votre cours?" 81% des étudiants de la Colombie-Britannique répondent affirmativement à la deuxième partie de la question, l'Ontario suit avec 67% puis le Québec avec 61%.

A une autre question, "Parmi votre groupe d'amis, combien pensent terminer leur cours?" En Colombie-Britannique le nombre s'élève à 82% comparé à 74% en Ontario et à 60% au Québec.

Il y a plus. La relation entre les cours choisis par les étudiants et les désirs des parents s'établit à un niveau plus élevé en Colombie-Britannique que dans les autres provinces. N'y a-t-il pas là des implications intéressantes quant à la façon d'éduquer les enfants?

Quand les résultats de l'enquête seront colligés, nous serons mieux renseignés sur le niveau de l'éducation et ses inter-relations avec la démocratie et cela sur une base provinciale. Cette analyse nous donnera certainement les meilleures informations dans ce domaine.

Quant à moi, j'en attends beaucoup en ce qui a trait aux relations entre la prise de position des classes sociales et les expériences en éducation même en Colombie-Britannique où le système semble donner le plus de résultat.

Bien sûr, je n'ai pas de données précises pour étayer cette dernière affirmation, bien qu'en fait, on ait établi cette relation à la dimension du Canada. Si elle n'existait pas en Colombie-Britannique ce serait un cas d'espèce, ce que je ne crois pas.

NOS SYSTEMES D'EDUCATION CHANGENT

Je parlerai donc des transitions dans un monde qui s'industrialise de plus en plus, dans un monde qui essaie même de planifier en vue d'une post-industrialisation. Ici, il y a deux facteurs importants qui entrent en jeu.

Le premier s'exprime dans une demande accrue chez les travailleurs tant

du côté entraînement que formation professionnelle, le second c'est la valeur de plus en plus forte attachée aux tendances éducatives.

Heureusement, ces deux facteurs sont complémentaires, n'engendrent aucun conflit et l'un ne peut nuire à l'autre. Toutefois, ajoutons qu'en dépit d'une formation professionnelle poussée, les systèmes éducatifs créeront toujours des *diversités* chez les individus.

En fait, nos systèmes d'éducation subissent actuellement des examens approfondis pour s'assurer qu'ils mettent bien en relief ces deux facteurs. Jusqu'à maintenant, il n'y a rien d'encourageant. Nos institutions ne réussissent pas à former les travailleurs qualifiés dont nous avons besoin; si on en juge par les insuccès, on note une perte de ressources humaines formidable et une dichotomie entre le facteur social et l'éducation.

C'est intéressant de constater que l'union internationale des professeurs à son congrès de 1966 ait choisi comme thème "la relation entre les classes et l'éducation". En plus, il faut ajouter qu'il y a une autre sérieuse lacune, c'est que nous n'enseignons pas à *fond* les bons "sujets" ni en assez *grande quantité* pour la société qui pointe à l'horizon. Et ceci, tout particulièrement dans le domaine des sciences. Cette remarque s'adresse aux Etats-Unis en particulier que nous avons toujours considérés comme possédant les institutions les plus à l'avant-garde et les plus démocratiques.

Le système américain n'arrive pas à produire les travailleurs qualifiés dont les Etats-Unis ont besoin tandis que du côté de la démocratie il enregistre un échec quand il s'agit d'éduquer l'élément pauvre et la population noire.

Comme l'affirmait un critique: "Les bonnes écoles élémentaires et secondaires qui avaient formé les bons citoyens de nos villes se trouvent maintenant en banlieue où habitent les gens de la classe moyenne et de la classe professionnelle."

Chaque année les Etats-Unis importent des scientifiques et des professionnels: chimistes, physiciens, médecins, professeurs, ingénieurs parce que leurs propres institutions ne répondent pas à leurs besoins.

Au Canada, c'est sensiblement la même chose. L'expansion industrielle de l'après-guerre aurait été impossible si nous n'étions allés chercher à l'étranger, en grand nombre, des ouvriers *bien formés*. Si nous allons emprunter nos capitaux à l'étranger, nous allons également y chercher les talents. Sous bien des aspects on peut dire que l'industrialisation s'est faite *au* Canada mais non *par* le Canada. Et ce n'est pas seulement parce que nous étions issues d'une génération d'agriculteurs, comme l'a dit quelqu'un. Si l'on s'en tient à cette affirmation, même en 1950, nous étions toujours de cette génération de fermiers puisque alors la moitié des ouvriers n'avaient même pas fait une huitième année, ce qui ne répond certes pas aux exigences d'une industrialisation montante. Depuis, nos années de scolarité augmentent, nos universités ont pris de l'essor et dans plusieurs provinces on a établi de nouveaux programmes d'étude valables, même s'ils ne sont ni post-secondaires, ni universitaires.

Les ministres de l'éducation *ont toujours fort à faire!*

Le monde du travail exige de plus en plus, l'entraînement doit atteindre plus de jeunes et leur faire acquérir la motivation qui les incitera à s'améliorer constamment pour répondre à des exigences plus difficiles. Le Canada con-

tinue à emprunter des spécialistes à l'étranger; nos universités font du recrutement à travers le Royaume-Uni. L'an prochain, Toronto fera venir quantité de professeurs australiens et l'Angleterre lui enverra bon nombre d'infirmières.

On pourrait ainsi, et presque à l'infini, souligner nos déficiences. Je ne l'ai fait que brièvement car en bonne partie elles relèvent des inégalités que je veux souligner et la solution réside dans une démocratisation accrue.

Y aurait-il lieu de croire qu'un système d'éducation a atteint sa pleine valeur lorsqu'il répond à la demande du monde du travail et développe sainement les talents que nous possédons?

S'il semble que les exigences du travail l'emportent ou s'opposent aux autres fins de l'éducation, tels le développement de la personnalité ou l'éducation des loisirs, c'est que les problèmes dans toute société qui s'industrialise sont d'importance et cependant il n'y a vraiment pas d'incompatibilité en éducation entre ces différentes finalités.

SOURCES DE CES INEGALITES

Les inégalités ne relèvent pas toutes de l'économie ou de la finance, bien que les conditions économiques créent de solides obstacles. D'autres sources d'inégalités viennent des structures à l'intérieur du système d'éducation et des procédés eux-mêmes. Les facteurs culturels influencent aussi le niveau des aspirations en éducation. J'aimerais toucher chacune de ces sources d'inégalités. Pour le faire, il sera nécessaire de regarder hors du Canada puisque c'est là que les recherches les plus approfondies et les plus sérieuses ont été faites. En plus, dans d'autres pays on a tenté de développer un système cohérent au niveau de la nation et on a interprété le développement des ressources humaines comme un but national.

Au Canada, nous nous cramponnons toujours à l'idée que l'éducation n'est pas un problème national et ne demande pas une planification à ce niveau. Il y eut une époque où on poussait le sophisme jusqu'à distinguer entre l'éducation technique à laquelle le gouvernement central pouvait apporter sa quote-part et l'éducation pure de laquelle il était exclu.

Actuellement, le même sophisme s'établit entre l'éducation et la recherche. Une autre raison qui nous pousse à aller chercher notre matériel en d'autres pays, c'est que, en plus du manque de données canadiennes, l'analyse comparative est précieuse tant dans la recherche sociale que dans les politiques à établir. Si d'autres sociétés industrielles ont les mêmes problèmes que nous, il est intéressant d'examiner ce qu'elles font, de même que leurs erreurs—et elles sont nombreuses. Je ferai donc quelques comparaisons en regard de perspectives sur l'inégalité en éducation.

INEGALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Nous commencerons par traiter des inégalités issues de considérations économiques et financières.

La relation classe sociale et éducation a été démontrée dans toute société industrielle importante. Actuellement on essaie de prouver que plus le statut social de la famille est élevé, plus les jeunes ont tendance à poursuivre leurs études.

En conséquence, l'école secondaire au Canada, le "grammar school" en Angleterre, le lycée en France ou les universités à travers le monde, tout cela devenait des institutions qui établissaient en quelque sorte les classes dans la société.

J'ai déjà essayé, dans des publications, de prouver comment cette relation s'appliquait au Canada. Consultons les chiffres du recensement de 1961. Dans les familles où le père gagnait plus de \$7000, la moitié des enfants de 19 à 24 ans allaient encore à l'école, mais là où le père gagnait moins de \$4000, le rapport était inférieur à un sur huit. La dernière enquête sur les revenus et les dépenses des étudiants canadiens en 1965 indiquait que la moitié de l'échantillon avait un père dans les deux catégories supérieures suivantes: propriétaire-administrateur, professionnel. Bien que le Canada semble se modeler sur les autres sociétés modernes industrialisées, il a fait moins que les autres pays dans ce domaine. Pourtant, le coût des études secondaires diminue de plus en plus.

Au Québec, en particulier, les changements ont été radicaux tandis qu'en Ontario la suppression de l'achat des volumes a apporté une aide appréciable. Nous avons toujours besoin d'un système d'allocations qui encouragerait les parents à retenir leurs enfants à l'école. Ajoutons que plus le contenu éducationnel augmente dans les occupations, plus il est nécessaire de favoriser la famille touchée par les problèmes d'inégalités; si nous sommes vraiment sérieux. Plusieurs pensent que toutes ces mesures augmenteront les taxes et défavoriseront encore ainsi les classes inférieures. Non, leurs salaires ne sont pas assez élevés pour que des taxes leur soient imposées. Nous sommes donc en faveur de mesures sociales qui assureraient des allocations aux familles impliquées.

C'est donc, en définitive, au degré universitaire que les classes se différencient le plus. En ce qui a trait aux frais de scolarité, je crois bien que c'est le Canada qui possède le système le moins démocratique dans une société qui se dit moderne.

Dans la plupart des pays d'Europe ce problème a été résolu et a facilité le libre accès aux institutions de haut savoir les plus prestigieuses. On y accorde même des allocations aux étudiants et pour leurs études et pour les dépenses connexes.

Au Canada, dans l'enquête dont j'ai déjà parlé, moins de 9% de toutes les ressources des étudiants viennent de bourses et d'allocations, 17% sont des prêts, 21% sont fournies par la famille et 25% sont assurées par le travail d'été. Au Canada, les études post-secondaires atteignent des coûts vraiment exagérés dans une société hautement industrialisée.

L'éducation devient donc un avantage évalué différemment selon le niveau social. Le coût des études fait que les familles nombreuses envisagent surtout des études à court terme. Les études avancées ne sont donc pas vraiment un choix et ainsi les classes sociales inférieures se limitent à des études moins poussées parce qu'elles semblent coûter moins et conduisent plus rapidement vers le marché du travail. Même à l'université les études choisies, telles l'éducation et les arts semblent s'opposer à la médecine et au droit. Parce que les premières coûtent moins chères et demandent moins de temps. Ces choix semblent aussi se rattacher au niveau social des étudiants s'il faut en croire certaines enquêtes. Il n'y a vraiment pas de démocratisation quand

au niveau des études supérieures on retrouve en majeure partie des gens des classes bourgeoises et supérieures et quand on peut établir une relation entre les cours choisis et les classes sociales.

Ces faits influencent la mentalité des étudiants. Ainsi à l'affirmation: "Si ma famille était d'une classe sociale différente, j'aurais de meilleures chances de succès dans la vie", 26% sont d'accord chez les garçons de huitième, la réponse s'établit à 49% au niveau de 12e, on en vient à 28% puis à 27% en 13e année. Ces proportions se justifient facilement si l'on tient compte de l'élimination qui se fait au cours des années; cependant la proportion des étudiants qui croient que leur niveau social affecte leurs chances de succès, reste toujours élevée. Les filles semblent moins affectées; de 39% en 8e et 9e le rapport tombe à 16% en 12e et 13e années. Pour expliquer cette différence, l'étude de Hall et MacFarlane en Ontario démontre que la transition entre l'école et le monde du travail se fait plus facilement chez les filles que chez les garçons.

Et on peut soupçonner qu'en tant que futurs chefs de famille, les garçons attachent plus d'importance aux études. D'ailleurs, nous reviendrons sur la discrimination entre garçons et filles qu'engendrent nos systèmes d'éducation.

L'abolition de ces problèmes financiers n'est plus qu'une question de temps et on devrait ou supprimer les frais de scolarité ou élaborer un système de bourses qui permettraient aux enfants de familles moins fortunées de poursuivre des études supérieures. Il est grandement temps que disparaisse notre système de prêts, probablement ce qu'il y a de plus inadéquat dans notre politique d'éducation. Et si la chose s'avère de plus en plus populaire, c'est surtout parce qu'il n'y a rien d'autre. La plupart des provinces augmentent le montant global de leurs bourses et de leurs allocations, mais la population étudiante augmente elle aussi à un rythme accéléré tant au post-secondaire qu'à l'université. En fait, ceci crée une classe de collets blancs endettée, et au total fait bien peu pour les classes inférieures qui monétairement doivent se limiter à un minimum de culture et s'endetter pour le logement et la santé et par après pense bien peu à alourdir les soucis financiers de la famille en vue de donner une éducation supérieure aux enfants.

S'endetter pour s'instruire! N'est-ce pas là pénaliser ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires ou ceux qui ont le plus besoin d'éducation? Bon nombre d'étudiants, devant cette réalité, doivent abandonner leurs études. Quant aux étudiants qui réussissent à mener leurs études à bon terme, les dettes amoncelées au cours des années ne constituent-elles pas un formidable souci? Ainsi notre système de prêts peut donc devenir peu alléchant. En conséquence un système adéquat de prêts et d'allocations au niveau universitaire—bien que désirable—n'est peut-être pas prioritaire. Je suis de plus en plus convaincu du besoin de subsides accordés aux familles à petits revenus, afin que leurs enfants fassent le cours secondaire.

COMPORTEMENTS DES CLASSES SOCIALES

La démocratisation ne fait que s'amorcer lorsque les difficultés financières sont abolies.

Ce qu'il y a de plus étonnant et peut-être de plus désappointant, c'est que, même lorsque les barrières financières sont supprimées, il s'établit encore

une certaine discrimination. Ainsi en Angleterre, après la deuxième guerre mondiale, on supprima les frais de scolarité au niveau des "grammar schools" et des universités ce qui fit augmenter le nombre d'étudiants des classes sociales inférieures mais non pas dans la proportion que l'on aurait souhaitée.

Il serait intéressant de connaître les causes de cet échec pour ensuite examiner jusqu'à quel point nous répétons les mêmes erreurs qui au total peuvent être regroupées sous les deux titres suivants: facteurs structurels et facteurs culturels. Parlons des facteurs structurels.

Il s'agit des différents genres d'écoles, de leurs tendances et des programmes offerts en vue de satisfaire aux goûts et aux capacités des étudiants. J'inclus également l'administration et le financement des institutions. Comme tous les éléments de structure sociale, les éléments touchant à l'éducation ont tendance à se cristalliser et deviennent fort difficiles à changer. Cependant, si l'on considère la rapidité des changements sociaux dans notre monde moderne, les essais et l'adaptation sont importants et il y a toujours beaucoup de place pour l'"expérimentation" en éducation.

Arrêtons-nous à un aspect important dans la plupart des systèmes: la différence des programmes, leur tendance et leur but.

En Europe, cela a signifié une première sélection entre les élèves les plus doués et les moins doués et leur assignation à suivre des programmes particuliers dans des écoles particulières.

Ce système favorise toujours les enfants des classes bourgeoises et supérieures. Ce n'est vraiment pas un mode de sélection démocratique. Les enfants des classes moins fortunées vivent dans un milieu qui ne les favorise guère du point de vue intellectuel. Les enfants des classes bourgeoises vivent dans un milieu culturel qui les aide et qui développe l'intelligence et les aptitudes. Leurs parents connaissent le système actuel et peuvent les y mieux préparer. Un enfant de classe bourgeoise qui irait vers l'échec pourrait transformer cet échec en succès grâce à ses parents qui facilement rencontreraient les professeurs ou les administrateurs et traiteraient avec eux d'égal à égal et même en supérieurs ce qui n'arrive pas souvent chez des enfants de la classe ouvrière qui réussissent malgré ce handicap, mais c'est l'exception.

Quand la sélection est faite, l'engagement dans un mode d'éducation est presque irréversible. Dans les "grammar schools" en Angleterre, les lycées en France, la sélection est inadéquate parce que non basée sur les capacités des étudiants, elle s'avère antidémocratique parce qu'elle défavorise les enfants de la classe ouvrière. En conséquence des réformes sont exigées. Les premières retardent les choix à un âge plus avancé et prévoient un processus d'orientation qui offrirait un éventail de sujets beaucoup plus nombreux. De plus, on abandonne la formule de sélection en faveur d'un mode compréhensif. Même si les éducateurs en Angleterre et en France ne l'admettent pas, la plupart s'intéressent à l'école secondaire compréhensive américaine; même si le mouvement démocratique semble amorcé en Europe, on se modèle sur le système nord-américain. Peut-être pourrions-nous être attentifs à ce mouvement et en faire notre profit. En effet, il y a beaucoup à apprendre, en particulier sur les problèmes soulevés dans l'élaboration d'un système d'éducation démocratique et sur les recherches qui aident à les solutionner.

Je me demande si nous sommes bien éveillés sur nos méthodes de sélection et sur le fait qu'elles ne jouent pas toujours de la même façon dans

différentes classes sociales. Au niveau élémentaire quels sont les antécédents des enfants choisis pour nos classes enrichis? A long terme, quel est l'effet de ces choix sur ceux qu'on éduque à un rythme plus lent parce qu'ils n'ont pas eu l'avantage d'appartenir à la classe bourgeoise?

A l'entrée au secondaire, alors que des décisions importantes sont prises, jusqu'à quel point principaux et professeurs pensent-ils que pour réussir l'enfant doit être classé selon son niveau social ou selon des particularités ethniques? Puis, nous attachons une importance très forte à l'orientation.

Pendant nos conseillers d'orientation ont-ils réussi à se débarrasser de l'idée que les enfants de familles ouvrières à cause du statut du père avaient moins de possibilités? Même ceux qui ont réussi à se rallier à la réalité, se sont-ils tenus à cette réalité? N'hésitent-ils pas à placer un enfant de la classe ouvrière dans un cours qu'ils prévoient ne pas être mené à terme, vu le coût ou la pression psychique?

LES EDUCATEURS!

Que savons-nous exactement de tous ces gens qui contrôlent le classement des jeunes? Dans un de mes cours, un de mes sujets favoris est le suivant: "Nos chefs politiques ne devraient-ils pas subir un examen psychiatrique?" Je ne veux pas insinuer que tous ceux qui font de la sélection ou du classement devraient être soumis à un tel examen, mais je crois qu'une étude sur leurs attitudes pourrait nous étonner.

J'insiste sur le fait que l'enquête "Projets d'avenir des étudiants" devrait nous fournir des données intéressantes particulièrement dans le domaine de l'orientation scolaire.

Cette enquête a prouvé que sept-dixièmes des professeurs ou des conseillers engagés en orientation n'avaient ni certificat ni diplôme. Soixante-trois pour cent d'entre eux et soixante-dix-neuf pour cent des principaux ont assuré que le personnel en orientation était en nombre insuffisant. Nous espérons que les *professeurs-orienteurs* connaissent bien la haute tenue "culturelle" de leurs tests et qu'ils sont bien renseignés tant sur le monde occupationnel que sur le système post-secondaire. Une autre question tirée des "Projets d'avenir des étudiants" illustre bien nos problèmes. On demandait aux professeurs: "A quel moment, un étudiant du cours secondaire est-il assez renseigné pour choisir ses options? Après au moins deux ans affirment 67% des professeurs et 58% ajoutent qu'un professeur ne peut indiquer ses options à un étudiant s'il ne le connaît depuis deux ans. On peut alors se demander quelle est la part d'indécision au cours de ces deux premières années. En tout cas ce cycle de recherches devrait être flexible et favoriser les options au maximum. Je me doute bien que la provenance sociale des sujets joue un rôle important ici. Plus la classe sociale est inférieure, plus il semble y avoir chance d'erreur.

J'ai déjà soutenu que bon nombre de professionnels de l'éducation ont des idées toutes faites quant au choix des programmes des étudiants. Du côté féminin, c'est l'évidence. Il n'y a qu'à considérer le peu de femmes dans les professions où les occupations qui exigent un long entraînement ou de fortes *capacités*. Ainsi aux Etats-Unis, les femmes n'occupent que 8% de la main-d'oeuvre scientifique. Cette situation provient d'idées préconçues quant au marché du travail et aussi de l'ordre établi quant aux valeurs culturelles.

Une observation attentive nous amènerait à conclure que le sexe et la classe sociale poussent les agents de sélection à porter des jugements différents même si les jeunes filles sont *égales* par ailleurs.

Nous avons donc besoin de connaître la façon dont les éléments de sélection jouent contre certaines classes sociales et nous amènent à la présente distribution des étudiants dans les différentes options de notre cours secondaire.

Je serais incliné à croire que les problèmes financiers mis à part, la relation *classe sociale-université* a son origine dans la manière dont on choisit les options des étudiants et dans le petit nombre d'étudiants de classes moins fortunées représentés au cours pré-collégial. On a fait une étude sérieuse de toutes ces questions en d'autres pays, mais au Canada, il semble qu'on hésite à reconnaître la variable *antécédent* dans toute analyse sociale.

La plus récente des grandes enquêtes faites en Angleterre sur le système d'éducation remonte à 1967. C'est l'enquête de la commission Plowden sur les écoles primaires. Une constatation d'importance fut la relation établie entre les régions défavorisées du côté éducation et les écoles élémentaires négligées et le milieu misérable. En même temps, on notait que les enfants des classes pauvres avaient aussi des problèmes pédagogiques bien spéciaux.

La Commission recommandait d'accorder la priorité à certains secteurs et de favoriser une politique positive de discrimination tendant à donner des ressources financières disproportionnées aux secteurs et aux écoles dans le besoin.

Et nous, jusqu'à quel point devons-nous examiner notre système de taxation et d'allocations pour comprendre que nous avons aussi besoin d'une politique de discrimination pour corriger nos lacunes en éducation.

Je crois aussi qu'à mesure que nos villes s'agrandissent, les problèmes d'éducation des immigrants fort différents des nôtres devraient retenir notre attention.

De ce côté également, nous aurions besoin de professeurs spécialisés. Comme l'affirme Patricia Sexton dans son enquête sur les secteurs des villes américaines défavorisées du point de vue éducation, le fossé entre les classes s'établit très tôt et s'élargit à mesure que se fait sentir l'éducation du milieu.

LES SYSTEMES D'EDUCATION DIFFERENCIES AU POST-SECONDAIRE

Il y a un facteur structurel dont je veux parler. Il s'agit des différents cours techniques offerts au post-secondaire en regard des cours universitaires.

Du point de vue de la main-d'oeuvre c'est un réel progrès. Ces cours favorisent l'expansion de la technique et donnent occasion à ceux qui ont des aptitudes manuelles particulières de les mettre en évidence. Encore là, je crois que le niveau social des individus interviendra. Tout d'abord, parce que les frais seront différents, puis tous ces facteurs dont j'ai déjà parlé et qui se font sentir très tôt dans le processus de l'éducation produiront toujours leur effet. Les facteurs socio-économiques continueront à vicier une saine politique d'éducation.

C'est ce qui se produit dans bon nombre d'états américains. Ainsi en 1950 à San José en Californie les jeunes de la classe ouvrière sont en nombre impressionnant dans quatre collèges des environs. A Stanford, ils sont 6%,

17% à l'université de Californie, au Collège de San José 45% et 62% au Collège junior de San José.

LES FACTEURS CULTURELS

J'aimerais maintenant examiner les facteurs culturels qui créent des inégalités en éducation de même que l'importance accordée à l'éducation par les différentes classes sociales. J'ai déjà affirmé que les Canadiens attachaient peu d'importance à l'éducation, du moins dans notre système actuel. Je ne sache pas qu'il y ait eu des études comparative entre les différentes attitudes des classes ouvrières et bourgeoises à ce sujet.

La somme des motivations acquises par un enfant de classe bourgeoise dans son processus de socialisation inclut le désir de progresser ou du moins de maintenir son niveau social. On a souvent affirmé que les familles de classe bourgeoise avaient eu soin de motiver leurs enfants de façon à remplir les différents rôles offerts par une société industrielle en devenir. Ajoutons qu'il faut une bonne dose de détermination pour vaincre les difficultés inhérentes aux études et ne pas trahir les valeurs éducationnelles.

Nos structures occupationnelles ont tellement évolué que cette motivation envers les études et les valeurs culturelles doit atteindre les classes moins privilégiées. Là, où les cultures ethniques et religieuses interviennent les différences évolutives en éducation sont plus sérieuses.

En plus de la fréquentation scolaire et universitaire, de la classe sociale, il faut ajouter l'attitude des parents, les changements d'orientation, la mobilité des aspirations des étudiants.

Les réformateurs en éducation doivent assurer la gratuité ou la presque gratuité à tous les jeunes, c'est alors que toutes les familles accepteront le défi! Peut-être pas et pour plusieurs raisons. Il nous semble faux de penser que les aspirations vers la haute culture est tellement forte dans la classe ouvrière. La recherche et le désir de la sécurité comme le prouvent certaines enquêtes en milieu ouvrier, sont plus importants que la volonté d'accéder à un niveau supérieur. Alors que l'éducation semble favoriser l'accès des classes bourgeoises à un échelon plus élevé et leur apparaît de ce fait vraiment importante, les classes ouvrières en ressentent un besoin beaucoup moindre à moins qu'elle ne vienne appuyer leur besoin profond de sécurité.

Les parents de la classe ouvrière sont d'éducation plutôt faible et en conséquence ils ne peuvent transmettre adéquatement les vraies valeurs éducationnelles à leurs enfants; ces derniers peuvent difficilement par eux-mêmes s'engager sur la voie qui les conduirait à une culture plus élevée.

Dans la classe ouvrière, il y a des éléments qui placent bien haut la dignité du travail manuel. Les mouvements ouvriers et les syndicats ont mis en valeur la façon de vivre de la classe ouvrière et nos grandes religions ont orchestré le thème des bénédictions attachées à la pauvreté! Cette classe ouvrière peu cultivée qui s'est développée au gré de l'industrialisation a pu convenir à une certaine période, mais actuellement, cette conception est totalement dépassée dans un système de plus en plus industrialisé.

Si l'on démocratise l'éducation, cela voudrait dire que le passé d'un individu n'influence plus tellement l'éducation qu'il reçoit ou les programmes d'études qu'il poursuit. Bien sûr, si l'on supprime les barrières financières, ce sera un pas important dans cette voie. Toutefois, comme j'ai essayé de

l'indiquer, bien des structures résisteront. Aux réformateurs de décider jusqu'à quel point ils pénétreront ces masses où la culture n'est pas tellement appréciée. Parfois, ils n'insisteront pas à l'excès de peur de porter atteinte à la liberté. Ce dilemme réapparaît quand des groupes ethniques et culturels font opposition à l'éducation de leurs enfants.

Evidemment la classe ouvrière, comme telle, ne s'oppose pas à l'éducation. Tout simplement, elle n'apprécie pas l'éducation à sa juste valeur.

Souvent, on considère que les parents ont le droit de choisir l'éducation qui convient à leurs enfants; c'est du moins la position traditionnelle en Europe où l'on essaie de préserver le système établi. Mais l'éducation est aussi un fait social qui s'adresse à des hommes en devenir et nos réformateurs doivent s'attaquer résolument à ces facteurs qui nuisent à une distribution équitable des droits. Quand la discussion en vient au thème des besoins d'une main-d'oeuvre vraiment qualifiée dans une société qui évolue dans le sens de la technologie et des sciences, les arguments sont de taille et les droits des individus ne doivent plus s'opposer mais devenir complémentaires.

INEGALITES DANS LE PROCESSUS EDUCATIONNEL

Un autre aspect de la question qui exige une attention toute particulière, c'est le processus éducationnel lui-même. Les vieilles méthodes empiriques et les organisations bien structurées sont attaquées de toutes parts. Les étudiants universitaires veulent participer à l'administration de leurs institutions et si nous scrutons le problème, peut-être trouverons-nous des bambins de quatre ans qui voudraient gouverner leur garderie! Je fus réellement surpris, il y a quelques jours, quand un étudiant choisit comme sujet de son travail: "*Nos systèmes d'éducation deviendront-ils jamais démocratiques?*" Dans ma simplicité, j'avais cru que le mot *démocratique* engloberait les structures de la société et que le travail porterait sur les problèmes que je viens de traiter. Pas du tout. C'était une critique des méthodes d'enseignement dans nos écoles et nos universités, méthodes qui n'accordaient aucune attention aux besoins des étudiants, à leurs idées quant à leurs choix de cours, qui leur imposaient des examens et qui exigeaient des performances moyennageuses à des jeunes vivant dans un monde ultra moderne. Toutes ces critiques vous sont familières. Pour remplacer ces antiquités on suggérerait les études libres et l'entraînement sensoriel dans des écoles genre cafétérias où les enfants apprendraient ce qu'ils voudraient, quand ils le voudraient, à un rythme qui leur conviendrait. Il n'y aurait plus d'études dans le sens traditionnel du mot qui font de nos écoles des usines à la chaîne et produisent des robots pour notre marché du travail.

Cette critique de l'autoritarisme en éducation soulève deux questions quant à l'acquisition et à la transmission du savoir. Quelle limite pourra-t-on adjoindre à la démocratie et la démocratie à l'école augmentera-t-elle ou diminuera-t-elle les inégalités dues aux structures sociales? A la première question, je répondrai que la démocratisation a des limites assez bien définies. Les structures éducationnelles contemporaines demandent l'assimilation de sujets très complexes particulièrement en sciences et en génie mais aussi dans tous les domaines d'une société puissamment industrialisée. Ces études ne peuvent se faire sans concentration, sans un travail acharné et un fort désir d'exceller. L'étude n'est jamais chose facile. Personne ne peut devenir mathé-

maticien ou approfondir la physique nucléaire ou devenir ballerine ou violoniste sans un travail ardu toujours difficile et fatigant. (Pourquoi la guitare est-elle si populaire? Elle ne demande pas d'études régulières et tout le monde peut en jouer).

Si les jeunes, en grand nombre, se sentent des étrangers dans cette culture scientifique et technologique qui nous prend d'assaut, ils doivent se sentir libres de la rejeter en autant qu'ils comprennent que si ce rejet était universel, nous refuserions par le fait même les bienfaits actuels et les bienfaits à venir de cette culture. Cette prise de position émerge de notre façon d'éduquer les enfants et de nos systèmes scolaires. Nous devons donc au besoin prévoir des institutions thérapeutiques—et c'est ce que la liberté dans le choix des études, semble favoriser. Rappelons-nous toutefois que l'éducation est apprentissage et non thérapie. L'éducation comprise comme transmission de connaissances complexes comporte un fort élément d'autorité et de difficulté et ne se fera jamais dans des conditions idylliques. La liberté en éducation est sans doute un phénomène bourgeois et se trouve ainsi reliée à la démocratisation de l'éducation. Bien souvent, les écoles ont ignoré les enfants des milieux peu fortunés et sont devenus des ghettos et pour l'instituteur et pour l'élève plutôt que de véritables éléments d'éducation.

L'enseignement et les instituteurs, tout était conçu en fonction de la bourgeoisie. Je ne voudrais pas infirmer que les standards et les types proposés par la classe bourgeoise étaient tous erronés, mais souvent ils ne répondaient pas aux besoins de la classe ouvrière et de ce fait contribuaient à maintenir à un bas niveau sa représentation dans notre système d'éducation. Enfin, il me semble que dans la situation actuelle, il y a grand besoin d'essais et de recherches en éducation. Certes, il y a bien peu de place pour la complaisance.